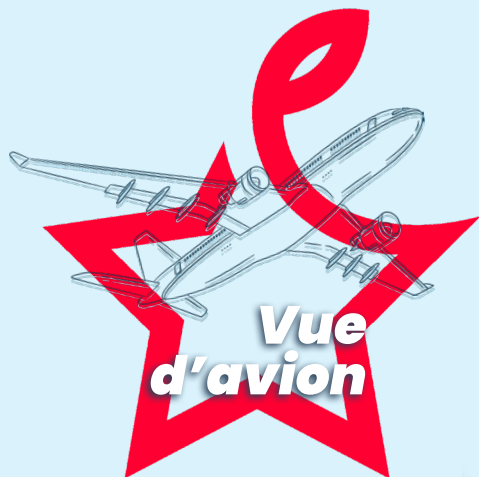




février 2026



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Commission
Entreprise
et lieux de travail

Collectif de réflexion et d'action
des communistes travaillant dans
l'aéronautique, le spatial et l'avionique

Suivez-nous : jcpradeau@orange.fr

Retrouvez les VDA
précédents en ligne



**BONNE
ANNÉE !**

Les membres de la rédaction de **Vue d'avion** adressent à tous les salariés de l'aéronautique et du secteur spatial leurs meilleurs vœux pour l'année 2026. Ce sera une année de lutte pour infléchir la gestion dans les entreprises dans le sens du progrès social et de la recherche industrielle de décarbonisation indispensable. Ce sera aussi une année d'élections avec les municipales en mars et les sénatoriales en septembre.

En 2026, l'activité de **Vue d'avion** sera tournée, avec son option communiste, vers l'impulsion de ces luttes et du succès électoral de la gauche unie. Nous ferons appel à l'intelligence, la raison, l'esprit de justice et la fraternité, valeurs qui n'ont pas disparu.

ALERTE ! LMB AEROSPACE BRADÉE AUX AMÉRICAINS

Une entreprise stratégique vendue en catimini

En catimini, et contre l'avis de la Direction générale de l'armement, le gouvernement a autorisé la vente d'une entreprise stratégique « *LMB Aerospace* » à un groupe américain, la société *Loar Group*.

Cette entreprise, avec seulement 60 salariés, possède un savoir-faire décisif au cœur des programmes militaires français :

- Systèmes de refroidissement pour le **Rafale**, équipements pour chars **Leclerc** et hélicoptères
- Composants pour sous-marins nucléaires et porte-avions

Voilà la réalité de la « souveraineté » macroniste :

On brade nos savoir-faire, on affaiblit notre défense, on sacrifie l'intérêt national aux logiques financières.

Quand l'État a les moyens d'agir mais choisit de ne pas le faire, ce n'est plus de l'impuissance : c'est une trahison.

LES MUNICIPALES ET LES ENTREPRISES

Les salariés devraient tourner leurs suffrages vers les listes visant à ce que les communes gagnent des pouvoirs concernant l'activité économique des entreprises et l'implantation de services.

DE NOUVELLES INSTITUTIONS COMMUNALES

Les communes devraient construire de nouvelles institutions :

- Conférences permanentes réunissant représentants des personnels et des employeurs, les pouvoirs publics, pour organiser des prévisions sur l'activité des entreprises et l'organisation des formations qualifiantes nécessaires
- Rapprochement des lieux d'emploi et des domiciles des salariés pour réduire les dépenses des migrations quotidiennes
- Soutien à l'activité des bourses du travail
- Soutien aux actions pour le développement de l'emploi

LA PRIVATISATION DU SECTEUR SPATIAL EUROPÉEN

Un abandon de souveraineté au profit des intérêts privés

Depuis 2014, l'industrie spatiale européenne, et particulièrement française, subit une privatisation progressive de ses activités, d'abord avec les lanceurs (**Ariane** et **Vega**), puis avec les satellites. Ce mouvement, encouragé par les gouvernements européens, souvent dominés par la droite ou l'extrême droite, favorise les groupes financiers au détriment de l'intérêt général.

Le spatial, domaine stratégique pour la souveraineté, la sécurité et l'excellence scientifique, devient ainsi un marché lucratif pour les actionnaires, tandis que les États abandonnent leurs responsabilités dans des secteurs clés : surveillance de la Terre et des océans, recherche, télécommunications, protection des populations, indépendance de la sécurité nationale et souveraineté de la défense.

Le projet Bromo : la privatisation des satellites



Derrière cet acronyme se cache un projet visant à créer un regroupement d'**Airbus**, **Thales** et **Leonardo** sous maîtrise du capital privé dans la recherche et la production des satellites.

Les industriels revendiquent la maîtrise d'œuvre, le pilotage et la commercialisation, sans renoncer aux aides publiques. Pourtant, la défense dépend largement des satellites (observation, écoute, brouillage, télécommunications). Leur privatisation pose donc une question cruciale : **comment garantir la sécurité nationale si ces infrastructures stratégiques échappent au contrôle des États ?**

La privatisation des lanceurs : un précédent inquiétant

La privatisation des lanceurs s'est appuyée sur quatre arguments principaux :

- La concurrence américaine, notamment celle d'Elon Musk
- La réduction des effectifs pour améliorer la rentabilité
- L'alignement sur des lanceurs low-cost
- La volonté des industriels d'échapper au contrôle étatique, tout en conservant les subventions publiques

Ce choix politique a affaibli l'indépendance de la France et de l'Europe dans un secteur essentiel à leur souveraineté.

L'émergence du New Space

Le secteur des télécommunications par satellite, historiquement dominé par des acteurs comme **Airbus**, **Thales** ou **Safran**, est aujourd'hui bousculé par l'arrivée de nouveaux acteurs, comme Elon Musk, qui proposent des solutions intégrées et innovantes.

Face à cette concurrence, les grands groupes européens, jugés peu innovants et peu rentables, dépendent de plus en plus des subventions publiques. Leur réponse ? Une fusion « horizontale » des plateformes, comme le projet **Bromo**, qui risque de marginaliser les PME et les sous-traitants, tout en créant un monopole capable d'imposer ses prix aux États.

Quelle souveraineté pour la France et l'Europe ?

La privatisation des lanceurs a déjà montré ses limites. En dix ans, la coopération industrielle et politique européenne s'est transformée en une compétition exacerbée, menée par les capitaux allemands et italiens. La France, isolée avec **Ariane 62**, **Ariane 64** et le missile **M51**, voit ses partenaires européens prêts à se tourner vers les géants américains.

Des décisions aberrantes, comme la concession aux Allemands de la maîtrise du moteur **Vinci** d'**Ariane**, ou l'indépendance accordée à l'italien **Avio** pour concurrencer **Ariane** avec l'appui des Américains, affaiblissent encore la position française.



Les travailleurs et l'avenir du spatial

Dans ce contexte, les travailleurs du secteur spatial voient leurs compétences et leurs conditions de travail menacées. Les communistes exigent que les salariés et la représentation nationale soient associés à la définition d'une politique spatiale ambitieuse, financée par des crédits publics et accompagnée de formations qualifiantes.

CONCLUSION : UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

La privatisation du spatial n'est pas une fatalité. Elle résulte de choix politiques qui privilégient les intérêts privés à ceux des citoyens.

Face à ce constat, il est urgent de repenser une politique spatiale européenne centrée sur la souveraineté, l'innovation et l'intérêt général, plutôt que sur les profits à court terme.



L'INDUSTRIE DE DÉFENSE

Les militants du Collectif National PCF de l'Aéronautique & Spatial et ceux de la Commission Défense PCF se rejoignent sur l'idée que nos concitoyens sont confrontés aux effets sociaux et politiques dus à une nouvelle accélération dans la crise du capitalisme.

Cette crise touche même une filière dynamique comme celle de l'aéronautique, soumise au frein du au financement du poids du capital.

Pourtant notre activité offre la possibilité d'une stratégie incluant le bien-être des peuples avec des investissements utiles. Cela suppose de s'affranchir de la soif de rendement financier des actionnaires et de prendre contrôle sur l'utilisation des fonds publics distribués par l'État dans l'ensemble des groupes de l'industrie de l'Aéronautique & du Spatial.

Le constat : désindustrialisation et dépendance

À l'heure où la réindustrialisation de notre pays est l'une des priorités, les gouvernements successifs depuis plusieurs années ont fait tout le contraire et le constat est peu encourageant.

Le dernier salon du Bourget en juin 2025 a rappelé à quel point l'industrie de défense française comptait des entreprises diverses et variées avec de très gros donneurs d'ordres, de nombreux sous-traitants, équipementiers et des petites unités ambitieuses.

Les enjeux climatiques

Avec les enjeux climatiques démontrés scientifiquement, le secteur de l'aviation doit sans attendre engager sa mue vers une décarbonation massive d'ici 2050.

C'est un défi technologique, industriel et social qui n'est pas insurmontable, pourvu que les moyens en recherche et développement concernant les carburants alternatifs (carburant de synthèse ou hydrogène produits grâce à de l'électricité bas carbone) et une réelle volonté politique soient au rendez-vous.

Les exigences du PCF

Le PCF appelle les salariés et citoyens à agir pour que l'État français, toujours actionnaire de *Safran*, *Airbus*, *Thales* et premier client institutionnel du groupe *Dassault*, s'engage pour :

- La définition des programmes utiles
- L'établissement d'une feuille de route afin d'établir une visibilité et l'engagement des financements et investissements en recherche-développement conséquents
- Le programme de formation des effectifs nécessaires à la réussite des programmes
- Le maintien des compétences du secteur à l'état de l'art, enjeu de la société française

Nouveau porte-avion : Macron sacrifie une défense modernisée

Le président de la République a annoncé sa décision de lancer les travaux de réalisation d'un futur porte-avion qui devrait entrer en service en... 2038 !

Ce porte-avion est une impasse stratégique dangereuse, coûtant bien au-delà des 10 milliards d'euros annoncés. Il va entraîner la mobilisation de moyens considérables sans aucunement répondre aux enjeux actuels et à venir de la Marine nationale, sur plusieurs décennies.



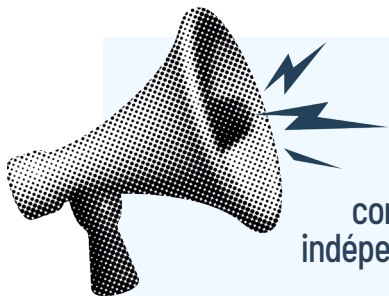
La France, par son histoire et sa géographie, doit répondre à d'importants défis :

- Assurer la sécurité de nos approches maritimes et garantir le libre accès aux ports, alors que plus de 85% de nos approvisionnements arrivent par la mer
- Prendre en compte les conséquences de la crise climatique qui bouleversent le paysage stratégique mondial
- Faire respecter les décisions de l'ONU interdisant l'exploitation de grands fonds marins (la France possède la 2^e zone économique exclusive au monde)
- Combattre le narcotrafic en faisant respecter l'état de droit
- Assurer les tâches humanitaires, alors que les catastrophes naturelles sont toujours plus fréquentes

A large Russian Navy missile cruiser, the Moskva, is shown sailing on the sea. The ship is grey and features a complex superstructure with multiple radar masts and missile launchers. It is moving from left to right, leaving a white wake behind it. The sea is a deep blue-green, and the sky is a clear, pale blue. In the background, some rocky islands are visible on the horizon.

La Marine manque cruellement de :

- 23 frégates (demandées par le CEMA)
- Dragueurs de mines
- Navires de protection de nos approches maritimes
- Patrouilleurs de haute mer
- Avions de patrouille maritime



Le PCF lance un appel à la mobilisation de tous ceux et toutes celles qui, comme nous, refusent l'aventure guerrière et les choix désastreux pour notre indépendance.

NON au porte-avion

OUI à une Marine répondant aux enjeux de notre temps pour la France.

La citoyenneté et l'activité politique ne doivent pas s'arrêter à la porte de l'Entreprise.

Le Medef devrait convaincre les communistes et les salariés de faire de la politique sur les lieux de travail lorsqu'il affirme : « *Nous les entrepreneurs nous pouvons être à ce siècle ce que les instituteurs ont été à la troisième République. L'école était chargée de former les citoyens. N'est-ce pas à nous à l'entreprise de leur apprendre le nouveau monde ?* »

- ☐ Je souhaite recevoir l'Éveil numérique ☐ Je souhaite rejoindre le collectif
Vue d'avion
- ☐ J'adhère au PCF ☐ Je souhaite recevoir les informations
sur les initiatives des campagnes du PCF ☐ Je veux aider financièrement, je verse : _____ €
- (Une mention d'impôt sera
inscrite sur le 2036 de vos impôts)
- Chèque à l'ordre de ANE-PCF à rembourser au 2, place du Colisée, 75010 Paris.

Enterprise :

Prénom : Nom :

Adresse :

Téléphone : E-mail :